

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Des coupes drastiques da

Examiné hier, le budget annuel du Département, de 2,19 milliards d'euros, prévoit de réduire le soutien à certaines associations et de freiner sur les investissements

Denis Lherm et Gaëlle Richard
gironde@sudouest.fr

Le Conseil départemental de la Gironde est-il en mesure de faire face à ses missions ? La question se pose, alors que l'assemblée départementale a examiné hier son budget primitif pour l'exercice 2024. Un budget présenté comme « empêché » par le président socialiste Jean-Luc Gleyze. « La tendance économique actuelle interroge le modèle de financement des départements et illustre la situation d'asphyxie dans laquelle ils se trouvent », estime-t-il.

La collectivité s'estime cantonnée à l'exercice de ses seules compétences obligatoires

Le Conseil départemental de la Gironde table sur un budget 2024 de 2,19 milliards d'euros qui peut sembler confortable. Mais selon la majorité, il est littéralement pris en tenaille entre, d'un côté, les compétences transférées par l'État sans aucune compensation financière et, de l'autre, la disparition de tout levier fiscal

et de recettes dynamiques. Cette année, les droits de mutation (part des frais de notaires reversés aux départements lors des transactions immobilières) sont en chute libre : - 26 % par rapport à 2023, à 415 millions d'euros (soit un recul de 146 millions). Quant à la TVA (553 millions d'euros), elle suit les aléas de la conjoncture économique.

« Il faut anticiper »

Pour la première année, le Département est obligé de pratiquer des coupes drastiques : aide aux communes abaissée, investissements freinés, étalement du plan collèges, abandon du projet de parc routier à Beychac-et-Cailleau, arrêt du soutien à certaines associations culturelles ou sportives, report des recrutements. La collectivité s'estime cantonnée à l'exercice de ses seules compétences obligatoires et poussée à l'abandon de ses politiques volontaristes. En début de séance, la majorité a voté un « appel à la raison républicaine [...] pour un budget respectant la libre administration des collectivités locales ». Jean-Luc Gleyze dénonce la volonté de Paris de les « réduire à des agences de l'État », en dépit des lois de décentralisation.

Dans l'opposition de droite et du centre, l'analyse est plus



La majorité a fait voter un vœu « pour un budget juste » hier en séance plénière. D.L.

critique. Les élus du groupe Gironde avenir font part de leur « crainte face à la dégradation brutale de la situation financière du Département », selon Jacques Breillat. « Les recettes des droits de mutation sont en baisse depuis 2023 mais la ma-

majorité départementale semble l'avoir brutalement découvert à la fin de l'été dernier, assènet-il. Arrêtons de faire la politique de l'autruche, il y a un vrai problème de recettes dans les départements, il faut anticiper. »

ns le budget



Pour l'opposition, il y a aussi « un problème de transparence quant aux dépenses. L'endettement est trop élevé, l'épargne brute s'effondre ; on a, en somme, consommé toutes nos noisettes. Ce budget consiste à faire le dos rond mais nous sommes inquiets pour les années à venir. L'État a sa part de responsabilité, mais

il faut agir en fonction. » Gironde avenir fait deux propositions : « Un audit des actions sociales hors compétences réglementaires pour, éventuellement, arbitrer. Nous demandons aussi de ne pas sacrifier l'investissement, trouver des ressorts pour soutenir l'échelon communes-intercommunalités. »